

André Versaille

Éditeur

*Un rideau de fer s'est abattu à travers le
continent – Discours de Fulton*

par

Winston Churchill,

le 5 mars 1946

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

André Versaille éditeur

40 – WINSTON CHURCHILL
UN RIDEAU DE FER S'EST ABATTU À TRAVERS LE CONTINENT
DISCOURS DE FULTON

5 mars 1946

Si 1947 est l'année charnière, celle de l'avènement de la guerre froide, c'est bien plus tôt qu'une atmosphère de méfiance s'insinue entre les Anglo-Américains et les Soviétiques, alliés de pure circonstance face à l'Allemagne nazie. Chaque camp a ses ambitions et sa conception du monde, ce qui ne peut manquer de conduire à l'affrontement ou, du moins, à la menace d'un affrontement. À l'Ouest, Winston Churchill (1874-1965)¹ en est persuadé le premier et il ne va pas ménager sa peine pour en avertir les États-Unis, comme chef du gouvernement puis de l'opposition britanniques.

Churchill chef de gouvernement face à la menace communiste

Profondément anticommuniste, Churchill a su, en juin-juillet 1941, dépasser son aversion pour promettre à l'URSS de Staline, envahie par le Reich, le soutien de son pays et signer avec elle un traité d'aide et d'assistance mutuelles. L'urgence étant de vaincre le nazisme, premier danger pour la civilisation anglo-saxonne et chrétienne à laquelle Churchill est tant attaché, aucune alliance ne pouvait être négligée. Néanmoins, à l'inverse du président américain Roosevelt, peu soucieux du sort politique de l'Europe centrale et orientale du moment où, pense-t-il, la liberté commerciale subsiste, le Premier britannique ne croit guère à la sincérité de Staline, bien que ce dernier ait adhéré à la Charte de l'Atlantique proclamant l'autodétermination des peuples. Pour lui, il est clair que l'URSS va tenter de récupérer les territoires perdus en 1918-1920 et, au-delà, se constituer une vaste zone d'influence, un vaste glacis sur ses frontières occidentales. C'est la raison pour laquelle il tente d'imposer l'idée d'un débarquement allié dans les Balkans, afin de ne pas laisser les Soviétiques avancer seuls dans la région. En vain : ce sera la Normandie. À l'automne 1943, Churchill laisse également se créer un dangereux précédent : les Anglo-Américains, et eux seuls, vont administrer les territoires italiens libérés et l'URSS aura beau jeu de suivre leur exemple en Europe de l'Est. À Téhéran, en novembre-décembre 1943, a lieu la première grande conférence réunissant Staline, Churchill et Roosevelt. Demandeurs d'un accord soviétique sur le directorat quadripartite des Nations unies (États-Unis, Grande-Bretagne, URSS et Chine) et d'une aide future de Moscou contre le Japon, les Anglo-Saxons y admettent le principe de gouvernements pro-soviétiques dans les pays limitrophes de l'URSS, sous

¹ Éléments biographiques : voir l'introduction aux discours n° 25 et 26.

réserve d'élections libres.

La libération du continent européen, véritablement lancée avec le débarquement du 6 juin 1944, fait passer les Alliés de la théorie à la pratique. Les Anglo-Saxons progressent à partir de l'ouest tandis que l'Armée rouge fonce à leur rencontre, chacun tentant, sans clairement l'avouer, de maximiser sa zone d'influence. Dans plusieurs pays d'Europe de l'Est libérés par les Soviétiques, parfois avec l'aide précieuse de la population locale, le poids du parti communiste au sein des gouvernements de coalition et plus largement dans les rouages de l'État et de la société est surdimensionné. Par ailleurs, des traités d'amitié bilatéraux sont signés avec l'URSS. Les craintes de Churchill se confirment mais l'Allemagne et le Japon ne sont pas encore vaincus et rien ne doit donc désolidariser les Alliés. Le Premier ministre anglais s'inquiète avant tout de la situation en Grèce, succursale traditionnelle de Londres. Les résistants du Front de libération nationale, dirigés par des communistes, y refusent de se laisser désarmer et de se plier aux ordres du gouvernement royal revenu d'exil. Ils se sentent libérateurs de leur pays et considèrent illégitimes leurs anciens dirigeants, soutenus par Londres qui impose même un général britannique comme commandant suprême de l'armée grecque. Le risque est grand de voir l'URSS intervenir. À Moscou, en octobre 1944, Churchill et son ministre Eden vont négocier les mains libres en Grèce en acceptant un partage des zones d'influence avec Staline : à Londres 90 % de l'influence en Grèce et à Moscou de 80 à 90 % de l'influence en Roumanie, Hongrie et Bulgarie. La Yougoslavie, elle, fait l'objet d'un partage 50-50. Si les Britanniques considèrent que cela vaut pour la durée de la guerre et dans le seul domaine de la politique étrangère, les Soviétiques, eux, y voient un droit de prédominance généralisée et permanente. Malgré de nombreuses critiques venues d'Europe occidentale et des États-Unis, les Britanniques écraseront la résistance grecque rebelle et occuperont Athènes en promettant de futures élections. Staline n'interviendra pas directement mais les communistes yougoslaves, albanais et bulgares ne resteront pas inactifs.

À Yalta, en février 1945, les trois Grands maintiennent leur unité de façade. Staline signe la Déclaration sur l'Europe libérée qui prévoit, partout, la tenue d'élections libres tandis que Churchill, inquiet du retrait annoncé de toutes les troupes américaines d'Europe dans un délai de deux ans, obtient que la France reçoive, elle aussi, une zone d'occupation en Allemagne, afin que la Grande-Bretagne ne se retrouve pas en tête-à-tête avec l'URSS. Fin mars, la guerre touche à sa fin sur le front européen et les troupes libératrices soviétiques et anglo-américaines s'apprentent à faire jonction. Mais à la grande colère de Churchill, le général Eisenhower, commandant suprême, décide, sans en avertir Londres, de s'arrêter sur l'Elbe et de laisser ainsi Berlin à l'Armée rouge. Jusqu'au bout, Roosevelt, diminué et qui meurt quelques jours plus tard, aura sous-estimé les intentions soviétiques. Pour Churchill toutefois, les quelques semaines qui suivent offrent certaines satisfactions. En juin, les troupes britanniques parviennent à déloger les Yougoslaves de Trieste². Par ailleurs, le successeur de Roosevelt, Harry

² Au traité de Paris du 10 février 1947, traité réglant le sort de l'Italie, un statut international sera imposé à la ville et au territoire environnant. Une zone A, comprenant Trieste, sera occupée par les Anglo-Américains tandis qu'une zone B sera occupée par les Yougoslaves. En 1954, un accord entre les Anglo-Américains et Tito, en rupture avec l'URSS, aboutira au retour de la zone A à l'Italie et l'annexion de la zone B à la Yougoslavie, Trieste restant port franc.

Truman, est beaucoup moins enclin à ménager Moscou. Si, par manque d'expérience et de connaissances, il marche d'abord dans les pas de Roosevelt, il se montre vite cassant vis-à-vis de Staline. C'est le cas lors de la conférence de Potsdam, à l'été 1945, au cours de laquelle il apprend la réussite du premier essai américain de bombe atomique³ : il n'a désormais plus à ménager les Russes. Mais Potsdam est concomitant d'un événement crucial pour Churchill : les élections générales britanniques, dont les résultats tombent le 26 juillet. Son camp, celui des conservateurs, y est laminé. Vainqueur de la guerre, mythe incarné, le Premier britannique n'en est pas moins rejeté par l'électorat et c'est son adversaire travailliste Clement Attlee qui représente Londres durant la seconde partie de la conférence.

Un rideau de fer est descendu à travers le continent...

Déçu et très fatigué, Churchill, septuagénaire, va alors vivre plusieurs mois de repos, de réflexion, de voyages mais aussi d'action politique. Il discourt, consulte, conseille, se fait accueillir triomphalement à Paris ou Bruxelles, mène la charge contre la politique travailliste et se replonge dans ses travaux historiques. Plus que jamais, la marche du monde l'inquiète et il est convaincu que la menace soviétique est à son comble. De fait, la situation en Europe de l'Est est édifiante. En Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie, pays traditionnellement peu sensibles au communisme, l'Armée rouge a imposé des leaders communistes immigrés au sein des coalitions gouvernementales. En Bulgarie, la coalition fut, dès janvier 1945, dominée par le parti communiste. Un lent grignotage transforme peu à peu la Roumanie en démocratie populaire. En Hongrie, des élections à peu près libres ont donné, en novembre 1945, une large victoire aux petits propriétaires, les communistes ne récoltant que 17 % des voix. Cependant, la Commission de contrôle alliée, présidée par un Soviétique, a imposé un partage des postes ministériels anormalement favorable au parti communiste. En Tchécoslovaquie, les communistes sont progressivement en train de s'infiltrer dans tous les rouages du pouvoir même si, formellement, le pays vit en démocratie. En Pologne, le comité de Lublin, gouvernement provisoire suscité par les Russes en juillet 1944 et élargi, à la demande des Anglo-Saxons, à des membres du gouvernement polonais exilé à Londres, est dominé par les communistes. Soutenue par Moscou, Varsovie a pratiquement annexé la Poméranie, la Silésie et une partie de la Prusse orientale, soit 78 000 km², fixant la frontière germano-polonaise sur la ligne Oder-Neisse et expulsant deux millions d'Allemands. En Yougoslavie, où le résistant communiste Tito a acquis une formidable popularité en libérant le pays, des élections à liste unique ont préludé, fin 1945, à l'établissement d'une république populaire fédérale. Enfin, en Autriche comme en Allemagne, l'URSS mène, dans sa zone d'occupation, une active politique d'infiltration et de socialisation.

Mais d'autres pays préoccupent Churchill. En Iran, les Soviétiques refusent de retirer leurs troupes à la date butoir du 2 mars 1946 et l'ONU est impuissante. De surcroît, Moscou favorise la sécession des parties iraniennes de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan. En ce qui concerne la Turquie, l'URSS a dénoncé en mars 1945 le traité d'amitié liant les deux pays. Elle réclame les districts de Kars et d'Ardahan, perdus en 1918, et sou-

³ Voir l'introduction au discours n° 37.

haïte la négociation de nouvelles conventions concernant les Détroits. Enfin, en Europe occidentale, deux pays semblent susceptibles de basculer un jour dans le camp communiste : l'Italie, où la démocratie-chrétienne domine mais où le PCI approche les 20 %, et surtout la France, où le général de Gaulle vient de se retirer et où le PCF, premier parti en voix et en sièges à la Constituante, détient cinq ministères sur dix-sept, dont ceux de l'Armement, de la Reconstruction, du Travail et de la Production industrielle. Le 9 février 1946, au Bolchoï, Staline fait sa première grande apparition publique depuis la fin de la guerre. Dans son discours, il livre de celle-ci une appréciation inattendue : loin d'exalter, comme il le fait depuis 1941⁴, la guerre patriotique et antifasciste et la « grande alliance » contre le nazisme, il en revient à des considérations très doctrinales, faisant du capitalisme, source d'inégalités, le principal responsable du conflit. Un tournant a bien été pris à Moscou.

Dès mai 1945, dans une note à Truman, Churchill écrivait : « Un rideau de fer est tombé sur le front russe. » Désormais, il pense que cette image frappante doit être publiquement évoquée afin d'ouvrir le débat mais aussi de placer les Américains devant leurs responsabilités. L'occasion va lui être fournie par le *Westminster College* de Fulton, dans le Missouri, qui, voulant l'élever au rang de docteur *honoris causa*, l'invite, par l'intermédiaire de Truman, à prononcer un discours le 5 mars 1946. Dès la mi-janvier, il est en Floride pour un séjour d'agrément et peaufine son texte qu'il fait régulièrement lire à Truman, à son secrétaire d'État Byrnes et à l'amiral Leahy. Le président américain découvre la version finale dans le train qui le conduit avec Churchill dans le Missouri et c'est lui qui introduit l'orateur le 5 mars. Au fil de son discours, Churchill dénonce ouvertement l'expansionnisme du régime soviétique, sa mainmise sur l'ensemble de l'Europe de l'Est ainsi que ses ambitions géographiquement illimitées. L'expression *rideau de fer* est prononcée et va, dès lors, entrer dans l'histoire. Mais passant du constat à la recherche d'un remède, Churchill affirme qu'une réaction décidée doit venir des seules régions encore épargnées par l'infiltration communiste, c'est-à-dire le Commonwealth britannique et les États-Unis. Rendant un vibrant hommage à ces derniers, impliqués dans les deux guerres mondiales *contre leur gré et leurs traditions*, il insiste sur la nécessaire et intime alliance à préserver entre Londres et Washington car, des deux côtés de l'Atlantique, c'est un même peuple, le peuple anglo-saxon, qui constitue le dernier rempart de la civilisation chrétienne. Churchill, persuadé que la Grande-Bretagne ne restera une grande puissance qu'en s'alignant strictement sur les États-Unis, vient ainsi de théoriser l'opposition entre monde communiste et « monde libre », promise à un long avenir.

Les réactions au discours de Fulton se déclinent en deux strates, l'une émergée et l'autre immergée. Sur le plan visible, les opinions publiques occidentales sont déconcentrées. Depuis 1941, elles vivent sur l'illusion, certes de plus en plus écornée, d'une entente entre les Grands et elles acceptent mal que Churchill confirme tout haut ce que beaucoup, de plus en plus nombreux, pensent tout bas, tant les conséquences sont imprévisibles. De la même manière, la presse, des deux côtés de l'Atlantique, réagit de façon plutôt négative. À Moscou et dans sa zone d'influence, le discours provoque un véritable tollé. Staline donne deux interviews en dix jours, accusant

⁴ Voir l'introduction au discours n° 30.

Churchill de bellicisme et tentant de se montrer rassurant. Les dirigeants anglais et américains doivent, eux aussi, calmer le jeu car théoriquement ils sont toujours les alliés de l'URSS. Le Premier ministre anglais Clement Attlee, qui n'avait été que très sommairement prévenu du contenu du discours avant qu'il ne soit prononcé, se désolidarise de Churchill qui, dit-il, a parlé en son nom personnel. Au mépris de toute vérité, Harry Truman, lui aussi, affirme avoir découvert le texte à Fulton. Cependant, en coulisse, Churchill a décomplexé tous ceux qui, depuis des mois, dans les sphères politiques, diplomatiques ou médiatiques américaines et, plus largement, occidentales, n'osaient pas fustiger ouvertement l'URSS. On a même laissé entendre que, sans ce discours du chef de l'opposition britannique, Londres n'aurait jamais obtenu un indispensable prêt du Congrès américain. À Fulton, Churchill a véritablement préparé le terrain pour un autre discours majeur, celui par lequel le président américain Truman développera, en mars 1947, sa doctrine du *containment* ou endiguement du communisme⁵.

UN RIDEAU DE FER S'EST ABATTU À TRAVERS LE CONTINENT

[...]

Une ombre s'est abattue sur les scènes si récemment éclairées par la victoire alliée. Nul ne sait ce que la Russie soviétique et son organisation internationale communiste projettent de faire dans un avenir immédiat ou quelles sont les limites, si elles existent, de leurs tendances expansives et de leur propension au prosélytisme. J'éprouve une estime et une forte admiration pour le courageux peuple russe et pour mon camarade de guerre, le maréchal Staline. Il existe une sympathie profonde et une bienveillance sincère en Grande-Bretagne – tout comme ici aussi, je n'en doute pas – envers les peuples de toutes les Russies et une détermination à persévérer, malgré les nombreuses différences et rebuffades, afin d'établir des amitiés durables. Nous comprenons qu'en supprimant toute possibilité d'agression allemande, les Russes manifestent le besoin de sécurité sur leurs frontières occidentales. Nous accueillons la Russie à sa place légitime parmi les grandes nations du monde. Nous accueillons son pavillon sur les mers. Et surtout, nous nous réjouissons des contacts constants, fréquents et croissants entre le peuple russe et notre propre peuple de chaque côté de l'Atlantique. Il est de mon devoir, cependant, car je suis sûr que vous voudriez que j'énonce les faits tels que je les vois pour vous, de vous exposer certains faits concernant la situation actuelle

⁵ Voir l'introduction au discours n° 42.

en Europe.

Depuis Stettin [Szczecin] sur la Baltique jusqu'à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière ce rideau se trouvent toutes les capitales des anciens États d'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia, toutes ces célèbres villes et leurs populations résident dans ce que je dois appeler la sphère soviétique, et sont toutes sujettes, sous une forme ou une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais à un contrôle intense qui, dans de nombreux cas, est croissant, émanant de Moscou. Seule Athènes – la Grèce et ses gloires immortelles – est libre de décider de son avenir par des élections sous la surveillance britannique, américaine et française. Le gouvernement polonais, sous domination russe, a été poussé à empiéter sur l'Allemagne, de manière inconsidérée et injustifiée, et des expulsions massives de millions d'Allemands dans des proportions qui dépassent l'entendement, ont lieu à l'heure actuelle. Les partis communistes, qui n'étaient pas très importants dans ces États de l'Est de l'Europe ont été hissés au plus haut niveau du pouvoir, bien au-delà de leur nombre, et cherchent partout à obtenir un contrôle totalitaire. Les gouvernements policiers prédominent dans presque chacun des cas et jusqu'ici, excepté en Tchécoslovaquie, on n'y trouve pas de vraie démocratie.

La Turquie et la Perse sont toutes deux profondément inquiètes et perturbées par les revendications faites à leur sujet et par la pression exercée par le gouvernement moscovite. Les Russes, à Berlin, tentent de former un parti quasi communiste dans leur zone d'occupation en Allemagne, en favorisant les groupements des dirigeants allemands de gauche. À la fin des combats en juin dernier, les armées américaine et britannique se sont retirées vers l'ouest, conformément à un accord antérieur, jusqu'à une distance de 150 miles à certains endroits, sur un front de près de 400 miles, afin de permettre à nos alliés russes d'occuper cette vaste étendue de territoire que les démocraties occidentales avaient conquise.

Si maintenant le gouvernement soviétique tente, par une action isolée, de former une Allemagne procommuniste dans sa zone d'occupation, cela va causer de nouvelles difficultés dans les zones britannique et américaine, et va donner aux Allemands, vaincus, le pouvoir de faire monter les enchères entre les Soviétiques et les démocraties occidentales. Quelles que soient les conclusions qui puissent être tirées de ces faits – car ce sont des faits – là n'est certainement pas l'Europe libérée pour la construction de laquelle nous nous sommes battus. Et ce n'est pas non plus celle qui renferme les rudiments essentiels d'une paix permanente.

La sécurité du monde nécessite une nouvelle unité en Europe, de laquelle aucune nation ne devrait être bannie à titre définitif. Ce sont

des querelles entre les puissantes races ancestrales d'Europe qui sont à l'origine des guerres que nous avons vécues ou qui se sont déroulées dans le passé. À deux reprises, au cours de notre propre existence, nous avons vu les États-Unis, contre leur gré et leurs traditions, contre des arguments dont il est impossible de ne pas comprendre le poids, attirés par d'irrésistibles forces dans ces guerres, à temps pour assurer la victoire de la bonne cause, mais seulement après un massacre et une dévastation effroyables. À deux reprises, les États-Unis ont dû envoyer plusieurs millions de jeunes hommes de l'autre côté de l'Atlantique, pour aller à la guerre ; mais maintenant la guerre peut venir frapper n'importe quelle nation, où qu'elle demeure, entre chien et loup. Bien sûr, nous devrions travailler, avec la nette conscience de notre but, à une grande pacification de l'Europe, dans le cadre des Nations unies et conformément à leur Charte. Ceci, selon moi, est un enjeu politique de taille.

Face au rideau de fer qui divise l'Europe se trouvent d'autres causes d'appréhension. En Italie, le parti communiste est sérieusement gêné parce qu'il doit appuyer les revendications du maréchal Tito, d'obéissance communiste, concernant les territoires italiens à l'extrémité de l'Adriatique. Pourtant, l'avenir de l'Italie est bancal. Une fois encore, nul ne peut imaginer une Europe reconstituée sans une France puissante. Tout au long de ma vie dans les affaires publiques, j'ai travaillé pour voir une France puissante et je n'ai jamais perdu la foi en sa destinée, même dans les heures les plus sombres. Je ne perdrai pas confiance maintenant. Pourtant, dans un grand nombre de pays, loin des frontières russes et dans le monde entier, les cinquièmes colonnes communistes sont établies et travaillent en complète harmonie avec la voie dictée par le Centre communiste et dans l'obéissance absolue à celle-ci. À part dans le Commonwealth et aux États-Unis où le communisme en est à ses débuts, les partis communistes ou leur cinquième colonne constituent un défi croissant et un danger pour la civilisation chrétienne. Ce sont de sombres faits à citer, pour n'importe qui, au lendemain d'une victoire remportée par tant de splendide fraternité entre compagnons d'armes pour la liberté et la démocratie ; mais nous serions les plus imprudents en ne nous y attaquant pas carrément tant qu'il nous en reste le temps.

[...]